

Nationaliser le climat : l'extrême droite européenne devient-elle verte ?

Article by Alexander Ruser, Amanda Machin

April 16, 2020

La question climatique occupe désormais le devant de la scène politique et plus aucun parti ne peut se permettre de l'ignorer. Tous doivent se positionner, extrême droite comprise. S'étant penché sur l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, les chercheurs Amanda Machin et Alexander Ruser brisent le mythe qui voudrait que les partis d'extrême droite, partout en Europe, auraient pour point commun de se réfugier dans le négationnisme climatique. Ils étudient l'émergence du « nationalisme climatique » et émettent des hypothèses sur les répercussions que pourraient avoir le déferlement de l'extrême droite aux élections européennes de 2019 sur la politique climatique. Selon eux, l'étude des positions des partis d'extrême droite sur le climat nous aide à dépasser le cadrage technocratique afin de remettre la politique climatique en débat.

Il fut un temps où le changement climatique ne préoccupait que les partis verts et les écologistes intransigeants. Cette époque est bel et bien révolue. Aujourd'hui, le changement climatique occupe incontestablement une place importante sur la scène politique. Selon des sondages récents, 82 % des électeurs états-uniens favorables au Parti démocrate ont estimé que le changement climatique était l'enjeu le plus crucial à la veille de l'élection présidentielle. En Europe, à l'approche du scrutin européen de 2019, le réchauffement de la planète était une préoccupation majeure pour 77 % des électeurs potentiels de 11 pays. Les partis politiques qui ignorent le changement climatique le font à leurs risques et périls.

Les implications de ce constat ne sont pas simples pour autant. Une concordance de vues sur l'importance du changement climatique ne se traduit pas forcément par un accord en matière de politique climatique^[1]. Comme bon nombre d'enjeux politiques, le changement climatique agit comme un prisme à travers lequel partis et acteurs projettent leur propre agenda. Et cela vaut plus encore pour les partis d'extrême droite. Contrairement aux hypothèses conventionnelles, certains d'entre eux s'engagent activement dans la politique climatique.

La recherche qualifie de dangereusement inexactes les affirmations à l'emporte-pièce sur le fait que l'extrême droite toute entière se caractériserait par un désintérêt ou un déni irréflecté à l'égard du changement climatique. Ces allégations font fi de la diversité des positions à l'intérieur de l'extrême droite, tout comme elles passent à côté de la prise en main musclée de la problématique climatique par certains de ces partis pour étayer leurs agendas nationalistes, sur fond de montée en puissance du « nationalisme climatique ». À l'heure où ces partis gagnent en influence tant à l'échelon national qu'au niveau européen, il est crucial de comprendre la différenciation et l'évolution de leurs positions respectives.

Des climats changeants

Les élections de mai 2019 se sont soldées par une montée en puissance de l'extrême droite au Parlement européen. Le nouveau groupe Identité et démocratie (ID), qui rassemble des partis d'extrême droite, compte pratiquement

deux fois plus de députés que son prédécesseur, le groupe Europe des nations et des libertés^[2]. ID est le cinquième groupe du Parlement européen par la taille et il pourrait tout à fait influencer sur l'élaboration de la politique environnementale. Mais au fond, quelles sont au juste les positions défendues par ce groupe de partis sur le changement climatique ? Auront-elles des implications sur la politique climatique en Europe ? Comment cet enjeu s'inscrit-il dans les agendas et dans les idéologies de l'extrême droite ?

Tout le monde semble partir du principe que l'extrême droite toute entière nie les éléments de preuves scientifiques et les revendications politiques relatives au changement climatique anthropique^[3]. Cette hypothèse est tout bonnement inexacte. Selon un rapport largement cité du groupe de réflexion environnementaliste Adelphi, les attitudes vis-à-vis des sciences du climat au sein des partis populistes de droite vont du rejet explicite^[4] à une attitude « affirmative », « soutenant le discours scientifique normal^[5] », d'autres encore préférant rester « désengagés/prudents^[6] ». En clair, les partis d'extrême droite, en dépit de leurs nombreuses similitudes idéologiques, affichent des écarts significatifs dans leurs attitudes à l'égard du changement climatique.

Comme bon nombre d'enjeux politiques, le changement climatique agit comme un prisme à travers lequel partis et acteurs projettent leur propre agenda.

Cela étant, le changement climatique, qu'il soit reconnu comme « réel » et « dangereux » ou nié en bloc parce qu'émanant « d'alarmistes dégénérés », est néanmoins une problématique que l'extrême droite politise au plus haut point.

Citons en exemple trois partis importants ayant récolté de beaux résultats tant au niveau européen qu'à l'intérieur de leurs frontières nationales : Alternative für Deutschland (AfD, Alternative pour l'Allemagne), le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ, Le Parti de la liberté d'Autriche) et la Lega (La Ligue, Italie). Ces trois formations, même si elles se retrouvent autour de leurs positions anti-immigration et eurosceptiques au point d'avoir pu se regrouper au sein de l'alliance ID, défendent des positions distinctes sur la question du changement climatique. On observe non seulement des différences considérables *entre elles*, mais aussi *en leur sein*. Plus encore, leurs positions semblent être en train d'évoluer. Entre autres choses, la difficulté d'attirer l'électorat plus jeune peut inciter leurs dirigeants à revoir leurs positions sur le changement climatique. En dépit de leur progression très nette au Parlement européen, tant l'AfD que le FPÖ n'ont pas vraiment su attirer les jeunes électeurs. L'organisation de jeunesse de l'AfD, Junge Alternative, a demandé dans une lettre ouverte un « changement de cap » dans le domaine du climat, afin d'attirer des électeurs jeunes, davantage « concernés ».

L'arrêt sur image que nous proposons ci-dessous sur la politique climatique de l'AfD, du FPÖ et de la Lega met en lumière leur positions différentes et en évolution, ainsi que leur politisation et leur nationalisation du climat. Il apparaît de façon très nette qu'au-delà de leur acceptation ou de leur rejet de la science, ces partis sont pleinement engagés dans la politique du changement climatique ; non seulement ils rejettent l'élaboration d'une politique climatique au niveau supranational ou mondial, mais ils l'utilisent pour muscler leurs agendas nationalistes.

AfD : « Il faut sauver le diesel »

Longtemps, l'AfD, qui n'a progressé que récemment dans les scrutins de certains Länder cruciaux de l'ancienne Allemagne de l'Est, est resté dans le déni pur et dur du changement climatique. Son manifeste en vue des élections européennes de 2019 ne craint pas d'affirmer : « Nous doutons que les activités humaines puissent affecter le climat et qu'elles puissent être liées au changement climatique actuel... les politiques de protection du climat sont

une erreur ». De telles affirmations semblent trouver leur origine dans les discours de la machine du déni climatique états-unienne, largement pourvue au plan financier – certains des propos tenus par un un groupe de réflexion états-unien climatosceptique connu sont effectivement répétés mot pour mot dans ce manifeste.

Il est à noter qu'à la différence du manifeste précédent, datant de 2017, le « préambule » de ce manifeste de 2019 cible explicitement la politique climatique du gouvernement allemand en exercice, au motif qu'elle privera le peuple d'énergie bon marché. Ce déni du changement climatique est un élément qui démarque fortement l'AfD du reste des partis politiques allemands. Le parti insiste d'ailleurs en permanence sur ce déni et sur son opposition aux politiques de protection du climat : un tract diffusé auprès des électeurs juste avant les élections européennes de 2019 réitère les conséquences négatives que l'augmentation des coûts énergétiques auraient pour les consommateurs allemands et le désavantage compétitif qui en résulterait pour l'économie allemande.

*L'AfD assimile les politiques de protection du climat à une
perte de souveraineté nationale.*

L'AfD assimile les politiques de protection du climat à une perte de souveraineté nationale. Pendant la période préélectorale, Alexander Gauland, leader de l'AfD, a mis en garde – à coup de termes révélateurs – contre d'éventuels « États-Unis d'Europe », qu'il a décrit comme « une zone désindustrialisée couverte d'éoliennes », où toutes les voitures fonctionneraient à l'électricité et, pire encore, « ne seraient accessibles que via le car-sharing », c'est à dire le partage des véhicules^[7]. Ce prospectus de campagne s'en prend à ce que l'AfD appelle « l'aberration » de la politique climatique européenne et notamment à « l'immixtion » de l'Union dans l'établissement des objectifs nationaux en matière d'émissions. Les politiques climatiques européennes et nationales sont diffamées et prennent les traits d'un complot qui viserait la mise en place d' « un État autoritaire de planification écologique ». L'AfD plaide pour « l'autarcie énergétique » nationale, le réinvestissement dans le nucléaire et le retour de la politique environnementale dans le giron de la souveraineté nationale.

En toute logique, l'AfD s'oppose fermement aux investissements dans les énergies renouvelables, à l'Energiewende allemand et à l'accord de Paris de la CCNUCC. Dans cet esprit, il a organisé des « manifestations pour le diesel », estimant que l'interdiction des véhicules au diesel constitue une menace pour l'industrie d'outre-Rhin. L'AfD rejette les sciences du climat et conteste vigoureusement les politiques de protection du climat, créant une alternative distincte par rapport aux partis traditionnels allemands.

FPÖ : « Les Bleus tourneront vert »

Jusqu'à une époque récente, le FPÖ autrichien défendait à l'égard des sciences du climat une position tout aussi sceptique que son homologue allemand. Dans un entretien accordé en décembre 2018 au Der Standard par exemple, l'ancien président du parti Heinz-Christian Strache (et jusqu'il y a peu de temps vice-chancelier d'Autriche) déclarait : « Il est permis de se demander si les êtres humains sont capables d'affecter le climat. Le climat se modifie depuis des millénaires. Jadis, le Sahara a été le grenier à blé de l'Empire romain ». Or, le fait que le climat n'a jamais cessé de changer ne réfute évidemment pas le changement climatique causé par l'espèce humaine. Comme pour l'AfD, l'influence du déni climatique états-unien s'avère prégnante : des liens étroits existent entre le FPÖ, l'influent Friedrich Hayek Institute de Vienne et le climatosceptique Heartland Institute aux États-Unis.

Pourtant, après la démission contrainte de Strache en mai 2019 (dans le sillage du tristement célèbre « Scandale Ibiza »), cette position a évolué. Le nouveau leader du parti, Norbert Hofer, a indiqué dans une interview qu'il voulait que le FPÖ soit « le » parti de la protection du climat. Il est explicitement écrit sur son site internet que « le

changement climatique est une réalité et qu'il ne peut être nié ».

En référence à la couleur de son parti, le bleu, Norbert Hofer est allé jusqu'à déclarer que « les Bleus tourneront vert », bien qu'il se fasse le défenseur d'une protection de l'environnement qui se veut « raisonnable », loin de ce qu'il appelle la *Klimahysterie* – l'hystérie climatique qu'il oppose à des « mesures concrètes ». C'est notamment pour cette raison, par exemple, que le FPÖ ne s'est pas aligné avec les autres partis autrichiens qui, à l'issue d'une réunion officielle de tout le spectre politique avec les dirigeants du mouvement Austria's Fridays for Future, en juillet, ont apporté leur soutien à la déclaration « d'urgence climatique afin que « l'endiguement de la crise climatique et environnementale devienne la priorité politique absolue ».

Tout en signifiant son soutien aux politiques de lutte contre le changement climatique, le FPÖ rejette toute politique incompatible avec les intérêts des *Kleinenmannes* (comprenez monsieur et madame tout le monde) qui « punit » les navetteurs et les propriétaires de véhicules roulant au diesel, et qui ne profite qu'aux privilégiés : « Le FPÖ est favorable à la protection du climat et de l'environnement, et nous avons déjà mis sur la table de nombreuses propositions. Toutefois, nous ne soutenons pas « le populisme climatique bon marché^[8] ». Aux yeux du FPÖ, il est vain de vouloir réduire les émissions de CO₂ en l'absence d'un effort concomitant des États-Unis et de la Chine.

Le type de protection du climat que revendique le parti ne se joue ni au niveau mondial, ni même au niveau européen, mais se rattache à la notion de la *Heimattreue* – que nous traduirions librement par « la fidélité à la patrie ». Parmi les mesures promues par le parti figurent les investissements dans les transports publics ou la suppression des primes aux vieilles voitures. Pour reprendre les termes mêmes de Norbert Hofer : « Beaucoup de gens gardent leur vieille voiture parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'en acheter une nouvelle. Un bonus écologique (*Umwelprämie*) permettrait à davantage de personnes percevant des bas salaires de passer à des véhicules à faible consommation, ce qui est positif pour le climat et réduit également les frais fixes mensuels^[9] ».

Lega : « Un "réfugié climatique", c'est quoi ? »

La *Lega* italienne (l'ancienne *Lega Nord*) exprime à propos du climat une position distincte des deux autres formations. Une section de son manifeste 2018 dédiée à l'environnement exprime clairement l'existence du changement climatique anthropique, mais formule pour sa part l'engagement de s'y attaquer et d'organiser la transition vers « une économie plus durable ». La section en question débute en ces termes : « L'homme et l'environnement sont les deux faces de la même médaille. Ceux qui ne respectent par l'environnement ne se respectent pas eux-mêmes ». Le texte continue avec un appel en faveur d'une meilleure connaissance des problématiques écologiques. Le manifeste expose ensuite diverses mesures politiques climatiques : le renforcement des réseaux de transports publics, la suppression progressive des voitures fonctionnant à l'essence ou au diesel, la mise en place de mesures incitant les consommateurs à acheter des voitures électriques et hybrides et le contrôle des émissions des centrales électriques, dans le but de diminuer ces émissions et de favoriser l'efficacité énergétique comme les énergies renouvelables.

Pourtant, même si le manifeste indique que « les problématiques écologiques sont *universelles* », le changement climatique y est présenté par la ligue comme un domaine relevant des politiques *nationales*. La *Lega* déclare son intention de rédiger « un plan national d'adaptation au changement climatique » et de donner la priorité à la création d'un « fonds national pour la transition énergétique ».

Pourtant, même si le manifeste indique que « les problématiques écologiques sont universelles », le changement climatique est présenté par la ligue comme un

domaine relevant des politiques nationales.

La reconnaissance de la science des changements climatiques ne se traduit pas, dans le discours de la *Lega*, par l'acceptation des institutions mondiales telles que l'accord de Paris. En effet, le président du parti Gianluca Pini a balayé l'accord d'un revers de main, le qualifiant de « compromis décliniste » permettant à des pays en développement de concurrencer inéquitablement les entreprises italiennes qui se conforment aux réglementations environnementales. On constate que les frontières des États-nations sont plus importantes dans la présentation du changement climatique par la *Lega*, car le problème ne peut être pris à bras-le-corps au niveau national ou régional.

Si le changement climatique doit être combattu à l'échelon national, cela n'est pas incompatible avec la position notoire de leader de la Ligue du Nord. Matteo Salvini (jusqu'à récemment l'un des poids lourds du gouvernement italien) s'est plaint sur Twitter de la reconnaissance de la figure du « migrant climatique », arguant qu'il faut éviter de recourir à des motifs écologiques « sérieux » pour justifier l'immigration illégale, et de demander : « Une personne originaire de Milan qui n'aime pas le brouillard est-elle pour autant un migrant climatique ? »

Émergence d'un nationalisme climatique ?

Les exemples de définitions d'un agenda vert par l'extrême droite sont légions. Bon nombre de partis de la droite populiste contemporaine expriment leurs inquiétudes face aux enjeux et aux risques environnementaux, et plaident en faveur de politiques de lutte contre la pollution, et de conservation des ressources [pour un complément d'information sur le populisme vert, cliquez [ici](#)]. Par exemple, selon son manifeste, le FPÖ « s'engager à protéger notre patrie autrichienne, notre identité et notre autonomie nationale, ainsi que nos moyens naturels de subsistance ».

Bien que féroce protectrice de l'environnement « national », l'extrême droite est généralement moins préoccupée par les phénomènes « mondiaux ». Il est intéressant de noter les diverses façons dont les partis de la droite extrême rebondissent sur l'importance croissante prise par le changement climatique dans l'arène politique européenne. Alors que l'AfD rejette vigoureusement tout élément scientifique ou toute politique concernant la protection du climat, tant le FPÖ que la Lega acceptent les conclusions scientifiques et défendent la protection du climat. Mais au-delà de ces divergences, ces partis ont en commun de rejeter l'élaboration de politiques au niveau supranational et de réaffirmer leur attachement aux frontières nationales, qu'ils considèrent non pas comme des obstacles, mais comme des soutiens à la politique climatique. L'inquiétude sur le changement climatique est revendiquée comme un élément du nationalisme d'extrême droite et pourrait donc renforcer ce projet. On observe à cet égard un intrigant « nationalisme climatique ».

Le groupe ID ne votera probablement pas en faveur de résolutions alignées sur l'Accord de Paris, qui prolonge de toute évidence de le projet d'intégration européenne et sape les frontières nationales.

Quand il affirme sans détours que « chaque nation a le droit de protéger, de contrôler et de surveiller ses propres frontières », le groupe ID du Parlement européen exprime une position nationaliste habituelle. C'est la raison pour laquelle le groupe ID ne votera probablement pas en faveur de résolutions alignées sur l'Accord de Paris, qui prolonge de toute évidence de le projet d'intégration européenne et sape les frontières nationales. En revanche, et c'est un point crucial, cela ne veut pas dire que le groupe ID serait capable de présenter un front uni au cours des débats parlementaires. Face à une communication de la Commission proposant une vision ou une stratégie à long

terme sur le changement climatique, par exemple, la *Lega* pourrait exprimer des objections par rapport à la récupération par l'Europe de la problématique climatique, tandis que l'AfD marquerait son désaccord parce que cette formation estime qu'il n'y a pas de problématique à régler.

Cela étant, le déni du changement climatique pourrait bientôt se retrouver assailli de toute part au sein même du groupe ID. Ceux qui encouragent la priorisation du changement climatique au sein de Parlement européen doivent-ils se réjouir d'une telle évolution ? Ce serait se méprendre sur le lien entre science et politique. Le fait d'accepter les données scientifiques sur le changement climatique anthropique ne doit pas être considéré comme équivalent à un quelconque agenda politique particulier. Certains partis peuvent parfaitement accepter la réalité du réchauffement climatique tout en rejetant les approches politiques conventionnelles. Il n'empêche, les partisans d'une politique climatique forte présentent souvent les politiques climatiques comme dépendant de l'acceptation ou du refus des faits : il est fréquent que le changement climatique soit décrit comme une problématique qui devrait transcender les querelles politiciennes mesquines, l'important étant simplement d'écouter les scientifiques. Ce cadrage technocratique favorise la prise en otage de toute discussion politique réelle sur le changement climatique, passage obligé pour mettre clairement en relief les impacts différenciés des politiques de défense de l'environnement. Si aucune opposition au régime climatique établi n'est exprimée par aucun autre parti, l'extrême droite disposera de la marge de manœuvre nécessaire pour récupérer la thématique et en faire une problématique nationale qui exige le renforcement des frontières.

Tout en poussant le climat dans la sphère politique, les militants écologistes conventionnels *expulsent le politique hors du climat*. Le nationalisme climatique de l'extrême droite *l'y remet*. Ce mécanisme pourrait entraîner une impasse polarisée. Il reste à voir si la politisation du changement climatique provoque une discussion sur les solutions alternatives.

Footnotes

[1] Voir Amanda Machin, 2013, *Negotiating Climate Change*, Zed Books.

[2] Emmené par Marco Zanni, le groupe ID comprend 73 MPE venant de la *Lega* (Italie), le Rassemblement National (France), l'AfD (Allemagne), le FPÖ (Autriche), le *Vlaams Belang* (Belgique), le Parti populaire (Danemark), le Parti populaire conservateur (Estonie), les Vrais Finlandais (Finlande) et Liberté et démocratie directe (République tchèque).

[3] Voir par exemple les articles suivants dans [Friends of the Earth Europe](#) et [Buzz Feed](#).

[4] L'AfD (Allemagne), le FPÖ (Autriche), le Parti populaire (Danemark), le Parti populaire conservateur (Estonie), l'UKIP, le Parti pour la liberté (Pays-Bas) et les Démocrates (Suède).

[5] Le Fidesz (Hongrie), les Vrais Finlandais (Finlande) et l'Alliance nationale (Lettonie).

[6] Le Rassemblement National (France), le *Vlaams Belang* (Belgique), le parti d'extrême droite Liberté et démocratie directe (République tchèque), la *Lega* (Italie), l'Aube Dorée (Grèce) et le Parti du progrès (Norvège).

[7] Discours prononcé par [Alexander Gauland](#) lors du lancement officiel de la campagne électorale européenne à Offenburg, le 7 avril 2019.

[8] [Ici](#) pour en savoir plus.

[9] [Ici](#) pour en savoir plus.



Alexander Ruser is Professor of Sociology at the University of Agder in Kristiansand, Norway. After earning a Ph.D. in political Sociology from the Max-Weber-Institute at Heidelberg University and research stays in Japan and South Korea, he worked on European Climate Politics as a Dahrendorf Fellow at the Hertie School of Governance Berlin and the London School of Economics and Political Science.



Amanda Machin is currently an interim Professor of International Political Studies at the University of Witten/Herdecke in Germany. Her research focuses upon the politics of citizenship, nationalism, ecology and embodiment and she is particularly intrigued by the implications of the recent diagnosis of the Anthropocene for models and institutions of democracy. Her books are *Society and Climate: Transformations and Challenges* (World Scientific 2019, co-authored with Nico Stehr) *Against Political Compromise: Sustaining Democratic Debate* (Routledge 2017, co-authored with Alexander Ruser) *Nations and Democracy: New Theoretical Perspectives* (Routledge 2015) and *Negotiating Climate Change: Radical Democracy and the Illusion of Consensus* (Zed Books, 2013).

Published April 16, 2020

Article in English

Published in the *Green European Journal*

Downloaded from <https://www.greeneuropeanjournal.eu/nationaliser-le-climat-lextreme-droite-europeenne-devient-elle-verte-2/>

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space. Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.